

Espionnage chinois : Les universités françaises menacées

Category: 2020-2030,Actualités,Contre-espionnage,Renseignement
14 novembre 2024



L'espionnage économique chinois ne se limite pas aux secteurs industriels et technologiques ; il cible aussi la recherche et l'innovation dans le milieu universitaire. C'est le cas en France, où les institutions académiques sont particulièrement vulnérables.

Commentaire AASSDN : La volonté de développement accéléré de la Chine dans la plupart des domaines d'activités l'amène à pratiquer l'espionnage pour compléter leurs niveaux de recherches. Depuis longtemps nous savons que les étudiants chinois sont un vecteur de cette politique en France et ailleurs mais trop de gens ne veulent pas y croire alors que les preuves s'accumulent. Il faut se réjouir de cette nouvelle alerte en espérant qu'elle sera plus suivie que les précédentes.

L'espionnage chinois dépasse largement le domaine militaire. Il s'étend aussi à la recherche et à l'innovation, en particulier au sein du milieu universitaire. Les secteurs à double intérêt stratégique, civil et militaire, figurent parmi les cibles principales. En Europe, la France n'est pas épargnée. Ses universités et institutions prestigieuses, qu'elles soient scientifiques, technologiques ou administratives, sont de plus en plus menacées.

Présence chinoise dans les universités : une menace protéiforme

Un [rapport d'information du Sénat](#), rédigé à l'initiative du sénateur André Gattolin, fait état des risques que connaît la France. Ce document décrit les stratégies d'influence déployées par des puissances extra-européennes, notamment la Chine, dans le secteur universitaire français et alerte sur le caractère offensif de ces pratiques. La menace, qualifiée de « protéiforme », révèle l'ampleur des moyens engagés par la Chine pour influencer et infiltrer la recherche et l'innovation en France.

Pour acquérir des données scientifiques ou technologiques, Pékin passe notamment par des partenariats académiques afin de faciliter le transfert de savoirs scientifiques et technologiques. La multiplication de ces collaborations entre universités françaises et chinoises suscite de réelles inquiétudes, surtout en raison des liens étroits que certaines de ces institutions maintiennent avec de puissants conglomérats chinois, souvent connectés directement au pouvoir central de Pékin.

Les programmes d'échange accueillant des étudiants chinois constituent également un levier d'influence. Ces étudiants, parfois à leur insu, peuvent devenir des sources d'information. La culture du renseignement en Chine joue ici un rôle clé. Comme l'a souligné l'ancien directeur de la Direction générale de la sécurité extérieure, Bernard Emié : « [il est évident que les étudiants chinois présents dans nos grandes écoles rapportent à leur pays ce qu'ils y font et ce qu'il s'y dit.](#) »

Les universités françaises, cibles privilégiées

Le premier événement marquant remonte à 2005 [avec l'affaire Valéo](#). Une étudiante chinoise du nom de Li-li Wuang, alors en stage à l'usine Valéo de Guyancourt dans le cadre de ses études à l'Université de technologie de Compiègne, est accusée de [vol de données sensibles](#). En avril, l'équipementier dépose plainte contre elle pour détournement de données informatiques. Lors des perquisitions à son domicile, des documents confidentiels relatifs à de futurs modèles de l'entreprise sont découverts, ainsi qu'un grand nombre de messages codés échangés avec des contacts en Chine. Le tribunal la condamne pour « abus de confiance » mais la libère après 53 jours de détention.

L'influence de la Chine au sein du milieu universitaire français s'est intensifiée avec les années, et ce notamment à travers des partenariats. En 2007, [un accord de reconnaissance des diplômes](#) est signé entre la Chine et la France. La même année, la doctorante chinoise Wu Xuan est accusée d'avoir dérobé des informations sensibles dans plusieurs [laboratoires de recherche de l'est de la France](#).

Un autre exemple concerne le pôle *ParisTech*, qui a mis en place [un programme d'échange avec une université chinoise](#) proche de l'Armée populaire de libération. Lors de ce celui-ci, les systèmes informatiques ont été compromis par l'ordinateur d'un étudiant chinois. Le projet *ISblue*, un centre de recherche océanographique fondé en 2019 à Brest en partenariat avec le CNRS et le *China Scholarship Council*, a connu un problème similaire. En effet, le *China Scholarship Council* finançait des doctorants [en échange de rapports réguliers remis à l'ambassade de Chine sur leurs travaux](#).

Antoine Izambard, dans son ouvrage *France-Chine Les liaisons dangereuses*, cite d'autres

exemples. Il évoque notamment le nombre significatif de [mariages entre des étudiantes chinoises et des militaires français dans la région de Brest](#), où se trouvent plusieurs installations militaires et industrielles stratégiques.

Une réponse française en demi-teinte

La prise de conscience par l'État de cet enjeu a conduit à des avancées significatives dans le milieu universitaire français. Les autorités françaises traitent désormais ce sujet au plus haut niveau. En 2021, le Quai d'Orsay et le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale élaborent [un plan Chine pour limiter l'ingérence](#) chinoise à l'échelle nationale. Cette même année, le Service de l'information stratégique et de la sécurité économique intervient pour empêcher un accord entre l'université Paris-Saclay et l'entreprise publique chinoise *TusHolding*. L'entreprise est en effet liée à l'université *Tsinghua*, connue pour former les cadres du Parti communiste chinois, dont Xi Jinping.

D'autres services de l'État ont également renforcé leurs efforts. C'est le cas de la [Direction générale de la sécurité intérieure](#), spécialisée dans la protection du patrimoine matériel et immatériel, et de la [Direction du renseignement et de la sécurité de défense](#), qui se concentre sur les technologies civilo-militaires développées dans les universités.

Ces services s'efforcent de sensibiliser les acteurs universitaires, bien que les résultats restent pour le moment mitigés. Le rapport d'André Gattolin montre en effet que la naïveté du monde universitaire constitue une faiblesse dans le dispositif français. Le document pointe également un manque de moyens, de réactivité, d'adaptation et de coordination entre les organes de l'État. Cette vulnérabilité est d'autant plus préoccupante que les manœuvres chinoises dans les universités deviennent de plus en plus agressives. Les actions de l'[Académie des sciences sociales de Chine au CNRS](#) et l'[infiltration de Huawei dans les écoles d'ingénieurs français](#) sont des exemples parmi tant d'autres.

[Louis QUINET](#)

[Article publié sur le site "Portail de l'IE"](#)

07 novembre 2024

[Reportage sur France 2 "DGSE : la fabrique des agents secrets"](#)

Category: 2020-2030,Actualités,DGSE,Livres et publications
14 novembre 2024



A la DGSE, la direction générale de la Sécurité extérieure, le service de renseignement français, on n’aime rien tant que la discrétion. Pourtant, pour la première fois de son histoire, une équipe de télévision y a été autorisée pendant plusieurs semaines.

Commentaire AASSDN : Ce documentaire offre une exploration détaillée des divers aspects de la DGSE, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de ses missions et fonctions par les citoyens. Il vise également à susciter des vocations en révélant les coulisses et les enjeux du travail au sein de cette organisation.

Des agents de tous les services se sont confiés sur leurs motivations. Ils ont raconté comment les ingénieurs, militaires, étudiants, linguiste, éditrice qu’ils étaient ont été transformés en “agents secrets” de la France au gré de formations exigeantes. Pour la première fois également, tous ont été autorisés à illustrer leurs propos par deux types de missions : la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et la traque des responsables d’un attentat djihadiste en Mauritanie en 2007.

Diffusé : le 09/04/2024 à 21h12 Disponible jusqu’au 16/08/2024

Réalisé par : Théo Ivanez

[Voir ce reportage sur France TV](#)

Alain Juillet : “Un bon espion doit être intègre”

Category: 2000-2020,2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Comment fonctionne un service de contre-espionnage ?,DGSE,Europe de l'Est,Extraits de bulletin,Global,Renseignement,Services français

14 novembre 2024



En 2022, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) fête ses 40 ans. Pour Var-Matin son ancien directeur du renseignement de 2002 à 2003, Alain Juillet, ex-patron du renseignement de la DGSE revient sur cette expérience.

Vous avez été responsable du renseignement de la DGSE, que reprenez-vous de cette expérience ?

C'était passionnant. J'avais accès à une quantité impressionnante d'informations, elles étaient toutes traitées par des analystes professionnels donc j'avais une vision très claire de ce qui se passait dans le monde. En définitive, on voit le « dessous des cartes ». Cette vision permet d'ouvrir les yeux, elle amène à réfléchir.

Quand on est directeur du renseignement de la DGSE quel type de décision doit-on prendre ?

Tout d'abord, on doit orienter et réorienter ses équipes parce que beaucoup d'informations arrivent. Il faut s'adapter, savoir se remettre en cause, approfondir les sujets pour chercher la vérité. Je dis bien chercher la vérité car le politique a sa propre vérité, qui est autre, car il mêle ses sensibilités politiques ou philosophiques. Dans le renseignement, on doit être absolument neutre. Si ce n'est pas le cas, alors ce n'est plus un service de renseignement.

Avez-vous un exemple d'une grande décision que vous avez prise ?

Pour la guerre en Irak, quand les Américains avaient annoncé que Saddam Hussein avait potentiellement la bombe atomique, les services français avaient dit à Jacques Chirac et Dominique de Villepin, que tout était faux. Moi je suis très fier que les services français aient compté dans les décisions car, pourtant, tous les services anglo-saxons prétendaient dire la vérité.

Parmi ces services de renseignement, la France compte sur la Direction du renseignement militaire (DRM). Dernièrement, elle a été très critiquée par le pouvoir politique pour avoir eu mauvaise analyse des intentions russes vis-à-vis de l'Ukraine. Qu'en pensez-vous ?

L'attaque faite à la DRM est très injuste. Le problème c'est que le service avait en face de lui des politiques qui écoutaient trop les médias. Or, les médias reprenaient à longueur de journée ce que les Américains disaient, à savoir que ça allait taper en Ukraine. Pendant ce temps, la DRM détenait des informations qui démontraient que ce n'était pas sûr. Elle disait qu'elle devait aller plus loin dans ses analyses. Malheureusement, quand le matin les médias vous disent que ça va être la guerre demain, si vous demandez 24 heures pour vérifier vous êtes l'abruti de service.

Anticiper une guerre, n'est-ce pas le rôle d'un service de renseignement ?

En ce qui concerne l'Ukraine, il faut être extrêmement prudent car toutes les informations qui commencent à sortir montrent que le départ de l'opération n'est pas du tout comme on l'avait imaginé. Ce qui semble être sûr, c'est qu'il y a eu un mouvement du côté ukrainien, ou des phases qui ont convaincu les Russes qu'il fallait déclencher la guerre. Ils voulaient la faire, il n'y a pas de doute. La question était de savoir à quel moment. Elle a éclaté de manière très précipitée pour une raison évidente : lorsque les Russes l'ont déclenchée, c'était en pleine période de dégel. Or, en période de dégel les chars ne peuvent pas aller sur les champs sinon ils s'embourbent, ils sont obligés d'aller sur les routes et ils deviennent très vulnérables. C'est exactement ce qui s'est passé.

Est-ce qu'il y a des pays « amis » dans les renseignements ?

Le général de Gaulle disait : « dans le monde du renseignement, comme ailleurs, on n'a pas d'amis. On peut avoir des alliés, des partenaires mais on n'a pas d'amis ».

Vous avez évoqué le rôle des politiques avec les services de renseignement. Quel est le lien entre la DGSE et le Président de la République ? Qu'est-ce qu'ils disent ?

Le patron de la DGSE répond aux questions que lui pose le Président ou alors, s'il pense qu'il y a quelque chose d'important à lui signaler, il va lui dire « dans tel domaine, attention il y a un truc ». C'est uniquement un signalement. Au Président de dire si ça l'intéresse ou non. Concernant les opérations, elles sont montées et normalement, le président n'a rien à dire. Parfois, pour prendre certaines décisions, il faut s'assurer que toutes les hiérarchies, y compris le Président, est d'accord. Dans ce cas, on ne lui demande jamais un papier écrit, ni même une affirmation du type : « Oui je valide ». Cela ne se passe pas comme ça.

Comment ça se déroule alors ?

Le Président de la République va dire : « Faites ce que vous pensez utile ». Après, aux responsables de la DGSE de prendre leurs responsabilités. Un service de renseignement ne doit jamais prendre le risque de mettre en cause le Président. C'est lui le représentant de la nation, notre rôle c'est de le protéger.

Quelles sont les qualités d'un bon espion ?

Il doit être intègre, c'est très important. Ensuite honnête, courageux et très patient car on met beaucoup de temps avant de faire les choses. Enfin, il faut qu'il soit curieux parce qu'il faut toujours avoir l'esprit ouvert sur le reste. Il faut se passionner pour le monde et pour les autres. Avec ces ingrédients, vous êtes un bon espion !

[Alain-Juillet-Un-bon-espion-doit-etre-integreTélécharger](#)

Article du Figaro : 80 ans après, le serment des anciens espions à Agen

Category: 1940-1944 : Résistances en France,Actualités,Historique de l'AASSDN,Renseignement,Serment de Bon-Encontre
14 novembre 2024



Publié le 07/10/2021 Par Christophe Cornevin

Photo : Le 6 Octobre 2021, à Agen, les anciens des services spéciaux de la Défense nationale s'étaient réunis devant le monument aux morts pour honorer la mémoire des héros de la Résistance.

L'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (ASSDN) s'est réunit pour célébrer une page glorieuse et méconnue de leur histoire et de l'histoire: le 80^e anniversaire du serment de Bon-Encontre. Un pacte pour lutter clandestinement contre l'Allemagne nazie jusqu'à la libération de la France.

Au moment même où les adeptes de la culture woke essaient de déconstruire la mémoire en déboulonnant les statues, au mépris de l'histoire, les espions se souviennent et célèbrent une page majeure d'une histoire à la fois glorieuse et méconnue. Ce vendredi, l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (ASSDN) va se réunir à Bon-Encontre, près d'Agen, pour commémorer le 80^e anniversaire d'un serment, prononcé le 25 juin 1940 (jour de l'entrée en vigueur de l'armistice) par les agents des services de renseignement et de contre-espionnage français: poursuivre clandestinement la lutte contre l'Allemagne nazie jusqu'à la libération de la patrie. Là, une soixantaine de «grognards», issus des services spéciaux de la guerre, de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), de la Direction du renseignement militaire (DRM), mais aussi de l'ex-Direction de la surveillance du territoire (DST), dépendant du ministère de l'Intérieur, ou encore de la Direction nationale...

[Voir l'article en ligne](#)

[Voir l'article complet](#)